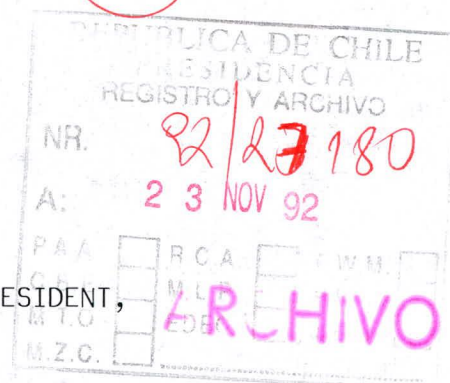


Jégou Marie-France
16 bis rue des drs Bertin
35300 Fougères FRANCE
Amnesty international
groupe 400 Fougères

le 12-11-92

à Monsieur le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
du CHILI



Monsieur le PRESIDENT,

Amnesty International a entrepris dans le monde entier des campagnes contre les violations des droits de l'homme commises à l'encontre des populations autochtones. En cette année 1992 une attention plus particulière est portée aux populations indigènes des Amériques, et à tous ceux qui travaillent avec elles.

Je me permets d'attirer votre attention sur les populations Mapuches cruellement traitées après le coup d'état de 1973 en vous félicitant des enquêtes ouvertes par la commission Nacional de Verdad Y Reconciliacion.

Je sais que toute la vérité sera connue et que les auteurs de ces violations des droits de l'homme seront traduits en justice afin que de tels abus ne se reproduisent plus.

Je serais heureux d'apprendre que les Autorités Chiliennes ont l'intention d'adopter et d'appliquer les recommandations en faveur des populations indigènes qu'Amnesty International adresse aux gouvernements des Amériques.

Dans l'attente, Je vous prie de croire MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, en l'expression de mes sentiments dévoués et respectueux.

Jégou Marie-france

Montlugon le 17 Nov 82

M^r LAVERGNE Claude

53 Rue de Nerdre

03 100 MONTLUGON

FRANCE

Sr Patricio Aylwin Azócar
Presidente de la República de Chile
Palacio de la Moneda
Santiago, Chili

Monsieur le Président,

Amnesty International a entrepris, dans le monde entier, des campagnes contre les violations des Droits de l'Homme commises à l'encontre des populations autochtones. Mais en 1992, 500^{ème} anniversaire de l'arrivée des Européens sur le continent américain, il nous semble opportun d'accorder une attention plus particulière aux populations indiennes des Amériques qui continuent à être exposées à des violations de leurs droits fondamentaux.

Nous attirons votre attention, Monsieur le Président, sur les populations Mapuches qui ont été traitées avec une extrême cruauté après le coup d'état de 1973- Un programme de réforme agraire, lancé par le gouvernement Allende, leur avait permis de reprendre possession de certaines des terres dont ils étaient privés depuis l'arrivée des Espagnols au XVI^{ème} siècle- Le jour même du coup d'état une gigantesque chasse à l'homme a été lancée contre les Mapuches qui avaient lutté pour récupérer leurs terres.

Amnesty International n'a pas mandat à juger les conflits fonciers, mais les problèmes relatifs à la Terre, à la jouissance des ressources et à la propriété sont fréquemment l'occasion de violations des droits fondamentaux des populations indiennes.

Nous rappelons que les auteurs de ces violations des Droits de l'Homme doivent être traduits en justice et que de tels abus ne se reproduisent plus.

Nous vous demandons, Monsieur le Président, si les autorités chiliennes ont l'intention d'adopter et d'appliquer les recommandations en faveur des populations indigènes qu'Amnesty International adresse aux gouvernements des Amériques.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de notre haute considération.

Christine DOLLAT
9, rue Daquette
03100 Montluçon
FRANCE.

Sr Patricio Aylwin Azócar
Presidente de la República de Chile
Palacio de la Moneda
Santiago, Chili

Monsieur le Président,

Amnesty International a entrepris, dans le monde entier, des campagnes contre les violations des Droits de l'Homme commises à l'encontre des populations autochtones. Mais en 1992, 500^{ème} anniversaire de l'arrivée des Européens sur le continent américain, il nous semble opportun d'accorder une attention plus particulière aux populations indiennes des Amériques qui continuent à être exposées à des violations de leurs droits fondamentaux.

Nous attirons votre attention, Monsieur le Président, sur les populations Mapuches qui ont été traitées avec une extrême cruauté après le coup d'état de 1973- Un programme de réforme agraire, lancé par le gouvernement Allende, leur avait permis de reprendre possession de certaines des terres dont ils étaient privés depuis l'arrivée des Espagnols au XVI^{ème} siècle- Le jour même du coup d'état une gigantesque chasse à l'homme a été lancée contre les Mapuches qui avaient lutté pour récupérer leurs terres.

Amnesty International n'a pas mandat à juger les conflits fonciers, mais les problèmes relatifs à la Terre, à la jouissance des ressources et à la propriété sont fréquemment l'occasion de violations des droits fondamentaux des populations indiennes.

Nous rappelons que les auteurs de ces violations des Droits de l'Homme doivent être traduits en justice et que de tels abus ne se reproduisent plus.

Nous vous demandons, Monsieur le Président, si les autorités chiliennes ont l'intention d'adopter et d'appliquer les recommandations en faveur des populations indigènes qu'Amnesty International adresse aux gouvernements des Amériques.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de notre haute considération.

Dollat

Mme Sylvie Bonnet
42 route d'Epinal
71200 Le Breuort
FRANCE

Le Breuort, le 28/10/92

à Sr Patricio Aylwin Azócar
Président de la République.

Monsieur le Président,

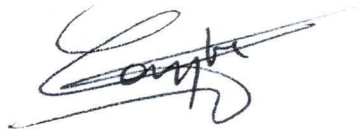
C'est en tant que membre d'Amnesty International que j'ai l'honneur de vous adresser cette lettre. Amnesty International est une organisation de défense des Droits de l'Homme, surtout dans le monde et indépendamment de tout parti politique, idéologique et religieux. C'est pourquoi en cette année 1992, il semble opportun d'accorder une attention plus particulière aux populations indiennes d'Amérique et à tous ceux qui travaillent avec elles et qui continuent à être exposés à des violations de leurs droits fondamentaux.

Je me permets donc d'attirer votre attention sur les populations mapuche, cruellement traitées après le coup d'Etat de 1973. Je me félicite des enquêtes ouvertes par la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación. La vérité doit être connue et les auteurs de ces violations des Droits de l'Homme doivent être traduits en justice afin que de tels abus ne se reproduisent plus.

Je joins à ce courrier les recommandations en faveur des populations indiennes qu'Amnesty International adresse aux gouvernements, en vous demandant si les autorités chiliennes ont

l'intention de les adopter et de les appliquer.

Je vous prie d'agréer, M. le Président
l'expression de ma haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Comte', written in a cursive style with a long horizontal stroke extending to the right.

RECOMENDACIONES DE AMNISTIA INTERNACIONAL PARA LA PROTECCION DE LOS DERECHOS FUNDAMENTALES DE LOS PUEBLOS INDIGENAS.

1. Controlar, a nivel nacional que las normas internacionales relativas a la protección de los derechos de los pueblos indígenas son puestas en práctica y respetadas.
2. Realizar investigaciones exhaustivas e imparciales cada vez que se produce una denuncia sobre violación de derechos humanos contra miembros de una comunidad indígena y juzgar a los responsables. Ninguna impunidad debe ser tolerada.
3. Examinar el trato que se dispensa a los detenidos indígenas. Todo prisionero debe tener contacto regular con sus abogados, sus familiares y un médico. Todos deben ser tratados humanamente y ciertas necesidades específicas a sus orígenes deben ser satisfechas.
4. Proteger a todos aquellos, víctimas o testigos, que denuncien violaciones a los derechos humanos cometidas contra los pueblos indígenas.
5. Garantizar una solución rápida y justa a los conflictos provocados por la tenencia de la tierra, dado que un gran número de violaciones a los derechos humanos se producen en el marco de esas disputas..
6. Los gobiernos deben ordenar a sus fuerzas armadas que respeten y protejan los derechos humanos en todas circunstancias.
7. Impedir el exilio forzado y/o la extradición de toda persona, hacia un país donde pueda ser víctima de graves violaciones a los derechos humanos.
8. Garantizar la existencia y disponibilidad de material educativo sobre los derechos humanos en las lenguas indígenas y asegurarse de que las poblaciones autóctonas conocen sus derechos.
9. Consultar a los indígenas por toda cuestión que tenga incidencia sobre sus derechos fundamentales, garantizados por diversos instrumentos internacionales.
10. Tomar todas las medidas necesarias para poner fin a la discriminación de la cual son víctimas los pueblos indígenas.

Patrick Jacques-Sermet
19A, rue Jean Savidan
22 300 Lannion - France.

Le 12 novembre 1992

Copies:

- Comisión Chilena de Derechos Humanos.
- Coordinadora de Instituciones y Organizaciones Mapuches.
- CODEPU

à Monsieur le Président
de la République.
Santiago - CHILE

Monsieur le Président,

Amnesty International profite de cette année 1992 pour accentuer son action contre les violations des droits de l'homme à l'encontre des populations indigènes en Amérique.

Au Chili, les populations mapuche ont été particulièrement victimes de la répression sous le régime du Général Pinochet. Des enquêtes ont été ouvertes et je vous demande de poursuivre dans cette voie, de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour que ces enquêtes aboutissent et que les responsables de ces violations des droits de l'homme soient poursuivis.

Je joins à cette lettre les recommandations qu'Amnesty International envoie dans tous les états américains. Je voudrais savoir si votre gouvernement respecte ces recommandations et si vous comptez prendre des mesures en faveur des indiens dans votre pays.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.



RECOMENDACIONES DE AMNISTIA INTERNACIONAL PARA LA PROTECCION DE LOS DERECHOS FUNDAMENTALES DE LOS PUEBLOS INDIGENAS.

1. Controlar, a nivel nacional que las normas internacionales relativas a la protección de los derechos de los pueblos indígenas son puestas en práctica y respetadas.
2. Realizar investigaciones exhaustivas e imparciales cada vez que se produce una denuncia sobre violación de derechos humanos contra miembros de una comunidad indígena y juzgar a los responsables. Ninguna impunidad debe ser tolerada.
3. Examinar el trato que se dispensa a los detenidos indígenas. Todo prisionero debe tener contacto regular con sus abogados, sus familiares y un médico. Todos deben ser tratados humanamente y ciertas necesidades específicas a sus orígenes deben ser satisfechas.
4. Proteger a todos aquellos, víctimas o testigos, que denuncien violaciones a los derechos humanos cometidas contra los pueblos indígenas.
5. Garantizar una solución rápida y justa a los conflictos provocados por la tenencia de la tierra, dado que un gran número de violaciones a los derechos humanos se producen en el marco de esas disputas..
6. Los gobiernos deben ordenar a sus fuerzas armadas que respeten y protejan los derechos humanos en todas circunstancias.
7. Impedir el exilio forzado y/o la extradición de toda persona, hacia un país donde pueda ser víctima de graves violaciones a los derechos humanos.
8. Garantizar la existencia y disponibilidad de material educativo sobre los derechos humanos en las lenguas indígenas y asegurarse de que las poblaciones autóctonas conocen sus derechos.
9. Consultar a los indígenas por toda cuestión que tenga incidencia sobre sus derechos fundamentales, garantizados por diversos instrumentos internacionales.
10. Tomar todas las medidas necesarias para poner fin a la discriminación de la cual son víctimas los pueblos indígenas.

Groupe de CAEN
19, rue Mélingue
14000 CAEN
FRANCE

Caen le 19/11/92

Monsieur le Président

Dans le monde entier, des campagnes contre les violations des droits de l'homme commises à l'encontre des populations autochtones ont été entreprises par AMNESTY INTERNATIONAL. En cette année 1992, il lui semble opportun d'accorder une attention particulière aux populations indigènes des Amériques, et à tous ceux qui travaillent avec elles, qui continuent à être exposés à des violations de leurs droits fondamentaux

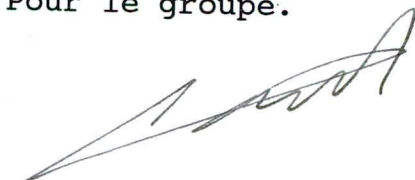
En ce qui concerne votre pays, nous attirons votre attention sur les populations MAPUCHE cruellement traitées après le coup d'état de 1973. Des enquêtes ont été ouvertes par la "Comision Nacional de Verdad y Reconciliacion", nous pouvons nous en féliciter, toutefois nous restons convaincus qu'elles doivent être poursuivies jusqu'à ce que la vérité soit connue et que les auteurs de ces violations des droits de l'homme soient traduits en justice afin que de tels abus ne se reproduisent plus.

Par ailleurs, nous pouvons constater que la loi d'amnistie de 1978 constitue un obstacle à l'éclaircissement des cas de violations commises par le passé et nous pensons qu'elle devrait donc être abrogée.

Enfin, nous vous demandons quelles sont les intentions des autorités chiliennes quant à l'adoption et l'application des recommandations en faveur des populations indigènes qu'AMNESTY INTERNATIONAL adresse aux gouvernements des Amériques, dont nous joignons une copie à cette lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.

Pour le groupe.



B. DANLOS

Grupo de Caen
19, Rue de Mélingue

Caen 19-11 - 1992

GROUPE N°:
14000 Caen
Francia

Sr. Presidente:

Coincidiendo con la celebración del 500 aniversario del descubrimiento de América, Amnistía Internacional ha considerado oportuno prestar una atención particular a las poblaciones indígenas de América y a todas las personas que trabajan con ellas, que continúan estando expuestas a violaciones de sus derechos fundamentales. Es por esto que Amnistía Internacional ha iniciado una campaña a nivel mundial contra las violaciones de los Derechos del Hombre cometidas contra estas poblaciones.

En lo que concierne a su país, nosotros estamos especialmente preocupados por la suerte de los indios Mapuche cruelmente tratados después del golpe de estado de 1973. Si bien nos podemos felicitar por la apertura de investigaciones por la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, creemos que dichas investigaciones deben continuar hasta que la verdad sea esclarecida y los autores de dichas violaciones de los Derechos del Hombre sean llevados ante la justicia para que tales abusos no se repitan.

Por otra parte, nosotros podemos constatar que la ley de amnistía de 1978 constituye un obstáculo para el esclarecimiento de las violaciones cometidas en el pasado y creemos que debería ser derogada.

Es por esto por lo que le pediríamos que la postura de su gobierno fuese lo más favorable posible a la adopción y a la aplicación de las recomendaciones en favor de los pueblos indígenas que Amnistía Internacional ha dirigido a los gobernantes de América, y de la que nosotros le adjuntamos una copia en esta carta.

Atentamente:

El grupo

RECOMENDACIONES DE AMNISTIA INTERNACIONAL PARA LA PROTECCION DE LOS DERECHOS FUNDAMENTALES DE LOS PUEBLOS INDIGENAS.

1. Controlar, a nivel nacional que las normas internacionales relativas a la protección de los derechos de los pueblos indígenas son puestas en práctica y respetadas.
2. Realizar investigaciones exhaustivas e imparciales cada vez que se produce una denuncia sobre violación de derechos humanos contra miembros de una comunidad indígena y juzgar a los responsables. Ninguna impunidad debe ser tolerada.
3. Examinar el trato que se dispensa a los detenidos indígenas. Todo prisionero debe tener contacto regular con sus abogados, sus familiares y un médico. Todos deben ser tratados humanamente y ciertas necesidades específicas a sus orígenes deben ser satisfechas.
4. Proteger a todos aquellos, víctimas o testigos, que denuncien violaciones a los derechos humanos cometidas contra los pueblos indígenas.
5. Garantizar una solución rápida y justa a los conflictos provocados por la tenencia de la tierra, dado que un gran número de violaciones a los derechos humanos se producen en el marco de esas disputas..
6. Los gobiernos deben ordenar a sus fuerzas armadas que respeten y protejan los derechos humanos en todas circunstancias.
7. Impedir el exilio forzado y/o la extradición de toda persona, hacia un país donde pueda ser víctima de graves violaciones a los derechos humanos.
8. Garantizar la existencia y disponibilidad de material educativo sobre los derechos humanos en las lenguas indígenas y asegurarse de que las poblaciones autóctonas conocen sus derechos.
9. Consultar a los indígenas por toda cuestión que tenga incidencia sobre sus derechos fundamentales, garantizados por diversos instrumentos internacionales.
10. Tomar todas las medidas necesarias para poner fin a la discriminación de la cual son víctimas los pueblos indígenas.